

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 117 (1972)
Heft: 3

Artikel: Cassandre, ou le renseignement jamais cru
Autor: Della Santa, Jean
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343761>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Cassandre, ou le renseignement jamais cru

« Un général ne se rend jamais...
...même à l'évidence. »

Jean COCTEAU

1. INTRODUCTION

Le maréchal Pétain, à qui quelqu'un demandait un jour à Vichy s'il n'avait pas l'intention d'écrire ses mémoires, répondit par cette boutade : « Pourquoi faire ? Je n'ai rien à cacher... »

Car c'est très vrai que la floraison de mémoires, de souvenirs, de récits, d'historiques qui suivent les grands conflits fleurit souvent la justification, l'explication après coup de défaillances et de manques.

Les services de renseignements n'échappent pas à ce phénomène. Et c'est ainsi qu'on ne les a que rarement vus mis en cause dans les différents pays. Bien au contraire, la grande majorité des écrits qui ont traité de leurs activités s'entendent pour glorifier leur efficacité et leur clairvoyance. Chaque nation a le meilleur. Se reportant à la guerre 1939-1945, il ne viendrait jamais à l'idée d'un Anglais de mettre en doute la valeur de l'Intelligence Service, à un Américain de l'OSS, à un Français du Deuxième Bureau, à un Allemand de l'Abwehr ou du Sicherheitsdienst, à un Soviétique du KGB. La Suisse n'échappe pas à cette contagion si l'on veut bien se souvenir de ce qui a été dit et écrit — à juste titre, sûrement — de notre service de renseignements durant la seconde guerre mondiale.

Il faudrait dès lors en conclure logiquement que la surprise stratégique n'existe pas. Toujours excellemment renseignés, les Hauts Commandements des différents pays ne peuvent pas — et n'ont jamais pu — ne pas prendre dans les délais utiles les contre-mesures nécessaires pour parer à la manœuvre ennemie.

Malheureusement, l'histoire militaire nous enseigne le contraire. La surprise existe bel et bien, en dépit de la perspicacité de tous les services

de renseignements. Le Deuxième Bureau est inégalable, *mais* l'attaque allemande du 10 mai constituera une surprise; le KGB est le meilleur des services de renseignements, *mais* l'invasion de l'URSS aura lieu avant que les troupes aient été alarmées; l'Abwehr et le Sicherheitsdienst savent tout, *mais* le débarquement de Normandie surprend le Haut-Commandement allemand; l'OSS est souverain, *mais* le Commandement américain ne voit pas venir l'offensive des Ardennes.

Dès lors, il y a là un mystère. Car, ou bien les services de renseignements fonctionnent et alarment — et alors on ne comprend pas très bien pourquoi les grands chefs se laissent surprendre — ou bien les services de renseignements ne décèlent ni ne prévoient rien... et alors ils usurpent singulièrement leurs réputations.

Qu'en est-il en réalité? C'est le but de cette étude d'essayer de comprendre, à la lumière de quatre exemples — on pourrait en choisir une multitude d'autres — la corrélation qui existe entre la mise en garde et l'action, entre l'activité des services de renseignements et la décision des opérations.

2. QUATRE EXEMPLES PARMI D'AUTRES

*Renseignements préluant à l'offensive sur la France du 10 mai 1940, à 0545*¹

Au début du mois de mars 1940, l'attaché militaire de Belgique à Paris, le général Delvoie, transmet au GQG un message du roi Léopold. Ce texte a la teneur suivante: « ... selon des renseignements puisés à une source sûre, l'attaque allemande se portera sur la Meuse, dans la région de Givet-Longwy² ». Il reçoit aussitôt assurance que son avertissement est pris en considération et que toutes les précautions ont déjà été prises de longue date pour faire face à cette éventualité. Le 11 avril, soit un mois environ avant le début de l'offensive, c'est le service de renseignements qui tire la sonnette d'alarme: « Opérations imminentes à l'Ouest; attention aux mouvements militaires des prochains jours² ». Puis, 10 jours plus tard, il relève un nouvel indice inquiétant: « Le personnel allemand du SR abandonne ses lieux de stationnement en Belgique²... »

¹ BENOIST-MÉCHIN: *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, Ed. Albin Michel.

² BARDIES: *La campagne 1939-1940*, pp. 133-148.

Le 1^{er} mai, c'est au tour de l'attaché militaire à Berne de transmettre un message précis, et recoupant partiellement, tout en le précisant, le renseignement fourni par le roi Léopold: « L'attaque allemande aura lieu entre le 8 et le 10 mai; l'effort principal portera sur Sedan »¹. Presque immédiatement, ce dernier renseignement est confirmé par le Deuxième Bureau: « On dit dans les milieux touchant de près le GQG allemand que la Wehrmacht attaquera entre le 8 et 10 mai sur l'ensemble du front; la région de Sedan, la Belgique, la Hollande et le Nord français seront occupés en dix jours; la France en un mois »².

Dès lors, renseignements et indices se multiplient: le 2 mai, c'est l'annonce de la fermeture imminente des frontières belges et hollandaises³, le 5 mai, c'est un message annonçant une prochaine offensive qui englobera les Pays-Bas⁴, le 6 mai un renseignement disant: « Attaque prête. L'armée française, dit-on dans les milieux du Haut-Commandement allemand, sera incapable d'arrêter les blindés en rase campagne »⁵.

Enfin, le 9 mai, le dernier signal d'alarme: « Attention! Attaque demain, à la pointe du jour! »⁶

Les réactions à cette chaîne de renseignements seront insignifiantes. Et c'est peu dire. L'un des chefs du Deuxième Bureau, qui en cette soirée du 9 mai, suggère de rappeler d'urgence tous les permissionnaires, s'entend répondre:

— « Pourquoi faire? L'Allemagne est en train de se désagréger... »

La surprise sera totale en dépit de ce que l'on prétendra parfois par la suite⁷. Devant la commission d'enquête instituée après l'armistice, le général Vallet, sous-chef EM de la 9^e armée, déclarera:

— « L'attaque allemande nous a complètement surpris ». Le général Lacaille, chef d'état-major de la 2^e armée confirmera: « L'affaire fut une surprise à peu près complète ». Le 9 mai au soir, le personnel du QG de la 2^e armée assistait à Vouziers à une représentation théâtrale. Les permissionnaires — et parmi eux des généraux! — étaient nombreux. Le général Prioux, commandant le corps de cavalerie, devait dire: « La

¹ BARDIES: *La campagne 1939-1940*, pp.133-148.

² ROMMEL: *La guerre sans haine*.

³ Communiqué officiel de la Wehrmacht du 5 mai 1940.

⁴ BIDOU: *La bataille de France*, p. 107.

⁵ KAMMERER: *La vérité sur l'armistice*, p. 17.

⁶ RHEYNDERS: *Elseviers Weekblad*, 1.11.47.

⁷ A. GOUTARD: *La guerre des occasions perdues*, p. 180, éd. Hachette.

situation était au calme plat. Les permissions suivaient leur cours normal. Les nécessités de l'instruction écartaient certaines unités de leurs cantonnements habituels. Rien ne pouvait laisser prévoir l'orage qui éclaterait quelques heures plus tard! »

En dépit d'un renseignement valable, la surprise était totale.

* * *

Renseignements préluant à l'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, à 0400 ¹.

En avril 1941, le général Fedyuninsky fut nommé commandant du 15 CA dans le district militaire de Kiev. Son QG était stationné à Kovel, en Ukraine occidentale, à 45 km environ à l'est de la frontière de la Pologne occupée par les Allemands. Il décrit ainsi la situation qu'il trouva à sa prise de commandement:

« Au moment où j'arrivai à Kovel, la situation sur notre frontière occidentale devenait de plus en plus tendue. De sources multiples, et d'après les reconnaissances de nos troupes, nous savions que les Allemands concentraient des troupes le long des frontières. Les violations de notre espace aérien s'étaient multipliées au cours des derniers mois. A cette époque, nous ne savions pas encore que Staline, *négligeant les rapports de nos services de renseignements et des commandants de nos districts frontaliers* ², s'était lourdement trompé sur la situation internationale, et notamment sur la date éventuelle de l'agression nazie ».

Les zones frontières étaient alors encore régies par le règlement du temps de paix et leur réorganisation n'avancait que lentement. Le 14 juin, l'agence Tass, dans un communiqué célèbre, traitait de « sans fondement » les rumeurs qui signalaient les projets belliqueux des Allemands, et cela à un moment où, selon le général Fedyuninsky, « on pouvait observer tout le contraire dans les zones frontières ». Il raconte en outre que le 18 juin un déserteur allemand se présenta à ses soldats, et déclara que l'armée allemande allait envahir l'URSS le 22 juin à 4 heures du matin. Le général téléphona alors à son supérieur, mais ce fut pour s'entendre répondre que « ce n'était là qu'une provocation et qu'il était inutile de s'affoler pour une telle absurdité ».

¹ Alexandre WERTH: *La Russie en guerre*, éd. Stock.

² Général FEDYUNINSKY: *Exaltés par péril*, Moscou 1961.

³ C'est nous qui soulignons.

Le 20 juin, les Allemands avaient abattu les réseaux de barbelés qui barraient les grands axes à la frontière. On entendait les grondements des formations blindées qui se massaient dans leurs bases de départ et la Luftwaffe ne cessait de violer l'espace aérien soviétique.

Et ce n'est que dans les premières heures du 22 juin, *alors que l'invasion allemande avait déjà commencé*, que l'ordre d'alarmer les troupes était donné, *avec la restriction...* ... « de ne pas encore distribuer de munitions... (!) »

Aussi caractéristique apparaît le récit que fait le général Boldine de la genèse des opérations ¹.

Il assistait le 21 juin dans la soirée, avec d'autres officiers, à une représentation théâtrale dont l'hôte d'honneur était son général d'armée. A un moment donné, le chef du service des renseignements de l'armée pénétra dans la loge, et, se penchant sur l'épaule de son chef, lui murmura quelques mots à l'oreille. « C'est absurde »... lui répondit le général d'armée, qui commenta à l'intention des officiers qui l'entouraient: « Nos reconnaissances font état d'une situation alarmante à la frontière. On me dit que les troupes allemandes sont prêtes à passer à l'action et qu'elles ont bombardé certaines de nos positions ». Le général fit alors un geste, indiquant que le mieux à faire était de continuer à suivre la représentation.

Dans les premières heures de la matinée du lendemain, 22 juin, les troupes russes étaient en pleine retraite. Les pertes s'accumulaient. Villes et villages brûlaient. C'est alors que le général Boldine reçut un appel téléphonique du Commissaire à la Défense, le maréchal Timochenko:

— « Camarade Boldine, souvenez-vous qu'aucune opération ne doit être entreprise contre les Allemands sans que nous en soyons informés..., le camarade Staline a interdit de faire donner de l'artillerie contre les Allemands..., il ne doit pas y avoir de reconnaissances aériennes à plus de 50 km des frontières... »

C'est seulement au soir du 22 juin que les premiers ordres de Moscou arrivaient aux armées. Ils prescrivaient de « mettre en place le plan de couverture de la frontière de l'URSS » et ce à un moment où les Allemands avaient déjà pénétré profondément dans le territoire soviétique! Non seulement aucun crédit n'avait été accordé aux multiples rensei-

¹ Général BOLDINE: *Pages de ma vie*, Moscou 1961.

gnements qui, depuis des semaines, révélaient les préparatifs de l'agression allemande, mais on refusait sur le moment de croire aux rapports des troupes qui étaient déjà engagées dans de violents combats ! Douze heures après le début de l'invasion, on s'enferrait dans l'idée qu'il était encore possible de l'éviter.

En dépit d'un renseignement valable, la surprise était totale.

* * *

Renseignements préludeant au débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, à 0015 ¹.

Au mois de janvier 1944, l'amiral Canaris, chef du service allemand de renseignement, diffusa dans les EM des grandes formations la teneur d'un message radio allié qui, selon lui, devrait annoncer l'imminence du débarquement en Europe. La première partie de ce texte — deux vers d'un poème de Verlaine — devait être lancée sur les ondes le premier ou le quinze du mois. La seconde partie signifierait que l'invasion aurait lieu dans les 48 heures à partir de 0000 suivant la transmission.

Dans tous les états-majors allemands, les services d'écoute redoublèrent d'attention.

D'ailleurs, les signes avant-coureurs de l'invasion prochaine se multipliaient. On l'attendait chaque jour. Le 6 mai, le maréchal Rommel écrivait à sa femme : « ... J'attends la bataille avec confiance. Le 15 mai, peut-être, ou à la fin du mois... » Le 15 mai, autre lettre : « ... Je ne puis plus me permettre d'importantes tournées d'inspection... Il ne nous reste plus que quelques semaines, je crois, avant que les choses ne commencent à bouger, ici dans l'ouest... »

Le 1^{er} juin, le lieutenant-colonel Meyer, officier EMG renseignement de la 15^e armée allemande, dans la région de la frontière belge, capte la 1^{re} partie du message que le Haut-Commandement allié lance à la Résistance française pour annoncer que le débarquement est proche : « Les sanglots longs des violons de l'automne ».

Immédiatement orienté, le chef d'état-major de la 15^e armée met les troupes en état d'alerte. Puis, il transmet le message à l'OKW par la voie

¹ Cornelius RYAN : *Le jour le plus long*, éd. Robert Laffont.

hiérarchique, mais ce document capital reste, inexploité, sur la table du général Jodl qui pense que le Commandant en chef Ouest, Von Rundstedt, et le Commandant du groupe d'armées B, Rommel, ont fait le nécessaire. Ce n'est pas le cas. Aussi, la 7^e armée *de Normandie* n'est-elle pas alertée.

Le 5 juin à 2115, l'écoute de la 15^e armée capte la seconde partie du message : « blessent mon cœur d'une langueur monotone ». L'invasion est imminente... elle doit avoir lieu dans les 48 heures à partir de 2400 ! Le lieutenant-colonel Meyer se précipite chez le général Von Salmuth, Commandant de l'armée. Celui-ci commence par répondre : — « Je suis un trop vieux singe pour m'exciter là-dessus... ». Mais il met une nouvelle fois ses troupes en état d'alerte. L'état-major de la 15^e armée diffuse de son côté un message général... *ou presque (!) général*. Le voici, tel qu'on l'a retrouvé dans les archives allemandes :

« Télétype N° 2117/26 Urgent, aux 67^e, 81^e, 82^e, 89^e corps d'armée ; Gouverneurs militaires de Belgique et France Nord ; Groupe d'armées B ; 16^e division DCA ; Amirauté de la Manche ; Luftwaffe de la Belgique et France Nord.

Message de la BBC, 2115, 5 juin vous sera transmis. D'après nos renseignements, il signifie : « Attendez-vous à débarquement dans les 48 heures à dater de 0000, 6 juin ».

Encore une fois, la 7^e armée, *responsable du secteur de Normandie*, n'est pas alertée. Mieux, à aucun moment le Commandant en chef Ouest n'estime devoir mettre en état d'alarme les formations qui bordent le littoral, de la Hollande au golfe de Gascogne.

Dès lors, la surprise est totale. Et la faute ne saurait en être imputée aux services de renseignements, qui, selon des sources allemandes, avaient, à ce jour, interprétés correctement — en plus du « message Verlaine » — 15 messages alliés relatifs au débarquement.

Les formations allemandes n'étaient pas prêtes à recevoir le choc. Dans les PC du secteur névralgique, certains chefs s'étaient absentés, d'autres, convoqués par leurs supérieurs, jouaient des exercices d'états-majors, d'autres encore, amicalement réunis, fêtaient un anniversaire.

Et même l'atterrissage de parachutistes dans la nuit et l'apparition à l'aube, au large des côtes, de la formidable armada de débarquement ne réussit pas à secouer l'inertie de certains états-majors. Le maréchal

Rommel, Commandant du groupe d'armées B, était à son domicile d'Herrlingen, près d'Ulm. Alors que les premiers parachutistes alliés étaient tombés sur leurs objectifs à 0015, que les troupes débarquaient des navires à 0530, ce n'est qu'à 1015 du matin que son chef d'état-major lui téléphonait pour l'avertir de ce qui se passait.

En dépit d'un renseignement valable, la surprise était totale.

* * *

*Renseignements préluant à l'offensive allemande dans les Ardennes, le 16.12.44 à 0530.*¹

Dès le mois d'octobre 1944, les services de renseignements alliés s'inquiétèrent de la constitution de nouvelles armées blindées allemandes qui furent repérées derrière la ligne de front. Le 20 novembre, Lidell Hart pouvait écrire dans le *Daily Mail*: « Les Allemands sont parvenus à retirer leurs Panzers du front pour les rééquiper. Ainsi leur contre-offensive pourra, à l'avenir, avoir un punch beaucoup plus dur ».

Le 28 novembre, des civils luxembourgeois confient à des officiers de renseignements alliés que des soldats allemands leur ont dit: « Dans huit jours, nous serons de retour dans le Luxembourg, et bientôt à Verdun ». Ce renseignement ne surprend pas les 2^e bureaux. Le 30 novembre, en effet, le renseignement du Commandement suprême allié a identifié 25 divisions allemandes — dont 4 divisions blindées — qui se groupent en Westphalie. Il signale ce même jour l'arrivée de la VI^e armée blindée à proximité du front.

Entre le 17 novembre et le 16 décembre, l'aviation alliée ne cesse d'identifier et de localiser des convois, des concentrations de blindés et d'artillerie. Elle signale en outre une intensification générale du trafic ferroviaire dans la profondeur des lignes allemandes. Les aviateurs affirment que cette masse de renforts ne se dirigent pas vers Aix-la-Chapelle, mais bien plutôt sur les arrières du secteur des Ardennes.

Le 10 décembre, les 2^e bureaux des 1^{re} et 3^e armées US concluent à la vraisemblance d'une prochaine grande offensive allemande. Le surlen-

¹ Jacques NOBÉCOURT: *Le dernier coup de dés de Hitler*, éd. Robert Laffont, 1962.

demain, 14 décembre, la 5^e armée allemande est identifiée. L'officier de renseignements de la 1^{re} armée constate, dans son bulletin : « La présence d'un grand nombre d'unités du génie avec des équipages de pont, suggère la préparation d'une offensive plutôt que d'une défensive ». Enfin, dans la nuit du 13 au 14 décembre, on capture un messager de la 17^e compagnie sécurité SS. Il est porteur d'un ordre ayant la teneur suivante : « Le message de la nuit dernière prescrivant un repli était faux. Chacun doit tenir et se préparer à une contre-attaque qui est en cours de préparation ». Comme si cela ne suffisait pas, une patrouille allemande est faite prisonnière la même nuit dans le massif de la Schnee Eifel. Son chef porte sur lui l'ordre d'attaque signé de Von Rundstedt qui vient de parvenir au niveau des unités. Ce document capital, transmis aux échelons supérieurs, se perd dans les dédales de la voie hiérarchique.

Le 16 décembre à 0530, les états-majors alliés, en dépit du fonctionnement correct des SR et de la masse des indices amassés, se laissèrent surprendre. La résistance à l'attaque allemande s'improvisa aux premières lignes. Les quartiers-généraux ne commencèrent à s'inquiéter que dans l'après-midi. A 1200, le bulletin de renseignement du GQG allié de Versailles qui relatait les événements survenus jusqu'à cette heure-là, se bornait à annoncer la prise de 3 villages... Il ajoutait : « Partout ailleurs, front calme. » Depuis plus de 6 heures, la bataille faisait rage. Ce n'est qu'à 16 heures, soit 10 heures après son déclenchement que l'offensive allemande était portée à la connaissance du général Eisenhower.

En dépit d'un renseignement valable, la surprise était totale.

* * *

On pourrait multiplier les exemples. Ils sont foison, à toutes les époques de l'histoire militaire. Il est rare qu'une opération offensive ait pu se dérouler sans avoir été pressentie et annoncée par les services de renseignements de l'armée attaquée. C'était vrai entre 1939-1945, nous pensons l'avoir montré, mais c'était vrai aussi avant — pensons à Caporetto — et c'était vrai après — pensons à Dien Bien Phu ou aux offensives de Corée.

Reste à essayer de dire *pourquoi* les services de renseignements se heurtent si souvent au scepticisme et à l'incrédulité.

3. ESSAI D'EXPLICATION

Les services de renseignements sont peu entendus pour deux motifs : le premier inhérent à leur nature — que nous nommerons *le complexe de Cassandra* — et le second sur lequel ils n'ont pas de prise, *la force d'inertie* du commandement.

Le complexe de Cassandra

« La guerre est à base d'incertitude », disait Ludendorf. Mais les services de renseignements doivent fournir au commandement les éléments solides qui lui permettront d'étayer ses décisions plus fermement que sur de simples probabilités. Ne le font-ils pas — ou laissent-ils passer le moment de le faire — qu'ils mettent peut-être en jeu le succès de la cause. Responsabilité énorme. Et qui fait que souvent, pour être sûrs de parer à toute éventualité, ils ont tendance à alarmer tôt, aux premiers indices sérieux, n'étant souvent pas certains que les renseignements qu'ils viennent de recevoir ne sont pas ceux qui donnent sa physionomie menaçante définitive à l'opération ennemie.

C'est ainsi que les alertes données par les services de renseignements avant les 4 opérations dont nous avons donné exemple avaient été précédées de beaucoup d'autres que les faits n'avaient pas sanctionnées. Le général Gamelin dira que, s'il n'a pas alerté les armées françaises au 9.10.40, c'est qu'il ne voulait pas le faire avant d'avoir la *certitude* du mouvement des forces allemandes. Les renseignements reçus étaient certes bons, mais pour lui qui en recevait sans cesse, ils n'étaient sur le moment même que de routine. *Seuls les faits* devaient leur conférer leur vraie valeur. Il en va de même lors des événements de juin 1944. Sur le front du mur de l'Atlantique, les renseignements capitaux réunis par les Allemands étaient noyés au milieu d'une foule d'autres indices vrais ou faux. A quel degré de l'échelle des valeurs fallait-il les placer ? Là aussi, ils n'apparaîtront importants à beaucoup que *lorsque la réalité les fera paraître tels*.

Ainsi, de par la nature et les difficultés de la tâche qui leur est demandée, les services de renseignements se heurteront souvent, comme Cassandra, à l'incrédulité ou au scepticisme. Un autre écueil risque alors d'apparaître : la tentation de demeurer vague pour avoir toujours raison. Parlant de l'offensive des Ardennes, Jacques Nobécourt écrit à ce propos :

« Chaque matin, dans les conférences des différents états-majors, des officiers de renseignements commentaient verbalement les hypothèses qu'ils avançaient sur les projets ennemis. Nulle trace ne subsiste de leurs propos qu'ils avaient coutume d'enrober d'assez d'imprécisions — voire de contradictions — pour pouvoir, plus tard, toujours prétendre avoir eu raison, quoi qu'il advînt. On ignorera toujours la vigueur qu'apportèrent à leurs avertissements ceux qui auraient misé sur une offensive dans les Ardennes ».

Vague et imprécis, un service de renseignements sera sans valeur, car c'est le courage de prendre position, d'endosser des responsabilités, même au risque de se tromper, qui fera qu'il remplira sa tâche et sera en mesure de mettre à la disposition du chef les éléments qui lui sont nécessaires pour décider et conduire, même et surtout en situation de crise.

La force d'inertie du commandement

Frédéric le Grand, dans ses « instructions à mes généraux » de 1747 observait déjà :

« On tombe dans la sécurité par paresse et faute de raisonner sur les intentions de l'ennemi ». Car la force d'inertie d'un Haut-Commandement est fonction d'une fausse sûreté qui puise le plus souvent ses racines dans un excès de confiance en soi. Ce sont ces défauts qui, dans les quatre exemples que nous avons étudiés, font que les avis des services de renseignements ne sont pas écoutés par les Hauts-Commandements. Que ce soit en France en 1940, en URSS en 1941, sur le front allemand de l'Atlantique en 1944, sur le front US des Ardennes en 1944, on est paré. Il ne se passera rien d'autre que ce qu'on a prévu. Il n'y a qu'à attendre. Et même les renseignements les plus précis n'ébranlèrent pas la confiance des grands chefs : le 10 mai, le généralissime français « arpente le couloir de la casemate en chantonnant à mi-voix avec un air martial et satisfait que je ne lui avais jamais vu »¹; le 21 juin, le général russe n'interrompt pas la représentation théâtrale à laquelle il assiste avec son état-major; le 5 juin le général allemand continue sa partie de bridge (« Je suis un trop vieux singe pour m'exciter là-dessus »); le 16 décembre, le généralissime US assiste au mariage de son ordonnance avec une

¹ Général BEAUFRE: *Le drame de 1940*, p. 230, éd. Plon.

caporale des WAC. Partout règne la quiétude, partout règne la confiance. Dans un semblable climat, les renseignements alarmants, pourtant diffusés et connus, devaient paraître des incongruités parfaitement mal-séantes. A ce phénomène, le meilleur service de renseignements du monde ne saurait remédier. Les temps de l’Inquisition sont passés et on ne peut forcer personne à croire et surtout pas ceux qui se savent les uniques dépositaires de la vérité. L’idée préconçue est alors reine.

4. CONCLUSIONS

On le voit, il y a un hiatus, un déphasage entre le secteur des renseignements et celui des opérations. Ce phénomène n’est de loin pas nouveau et peut historiquement s’expliquer. Si l’on examine l’histoire de la pensée militaire et la lente genèse de la méthode de commandement, on constate que le problème de l’ennemi fut très longtemps négligé et considéré comme accessoire. Frédéric II fut le premier à lui attribuer l’importance qu’il devait revêtir. Dans ses « Instructions à mes généraux » de 1747, il s’exprimait ainsi — et c’était alors une nouveauté :

« Pour bien faire, il faut se mettre à la place de l’ennemi et dire : Que ferais-je si j’étais lui ? Quels projets pourrais-je former ? Faites-en le plus que vous pourrez, examinez-les tous, et surtout réfléchissez aux moyens de les faire avorter. Supposez toujours à l’ennemi des desseins dangereux et allez toujours au-devant du remède. Mais que ces raisonnements ne vous rendent pas timides...

... A côté des hypothèses que l’on doit faire sur l’ennemi, il faut se procurer des renseignements sur sa situation et ses mouvements. L’on s’aperçoit des intentions de l’ennemi à l’ouverture de la campagne par ses magasins et la façon dont il les distribue. On peut deviner chez les Autrichiens les jours qu’ils veulent attaquer, on peut le savoir lorsqu’ils retirent à eux toutes leurs troupes légères ».

Après Frédéric II, le problème de l’ennemi ne fut plus compris par ses successeurs. On tomba dans le schématisme. Il fallut attendre Napoléon pour lui voir redonner sa valeur vraie. Mais, comme le roi de Prusse, l’empereur ne fit pas école. On ne le comprit pas. Ceux qui tentèrent de codifier sa doctrine en trahirent l’esprit. Jomini, s’il définit assez clairement les aspects mouvants et indéterminés de la guerre, en tire des

conclusions fausses et aboutit à un dogmatisme stérile. Clausewitz fut plus heureux. Mais il souligne par trop l'incertitude et la difficulté du renseignement, sans essayer d'examiner comment peuvent — ou doivent — être surmontés les obstacles que l'on rencontre pour être informé sur l'ennemi. Il est conduit par son raisonnement à préconiser la règle arbitraire des probabilités, sans saisir que ce qui paraît vraisemblable n'est pas forcément conforme à la réalité.

Il fallut attendre 1887, et le règlement allemand sur le service en campagne, pour que soit enfin définie une méthode cohérente de commandement. Moltke n'avait fait que reprendre, sans l'améliorer, la doctrine de Clausewitz sur l'ennemi et le renseignement. A la lumière des expériences de la guerre de 1870, ses successeurs, en particulier Verdy du Vernois et Von der Goltz perfectionnèrent le processus et l'amènèrent au point où toutes les armées du monde le connaissent aujourd'hui. Le colonel Carrias, dans son *Histoire de la pensée militaire allemande* le définit ainsi :

« Le chef a le devoir d'établir lui-même le facteur situation. A cet effet, il a recours à la notion de la reconnaissance (Aufklärung) et détermine la série d'actions à engager en vue de préciser la situation de l'ennemi. Il étudie les renseignements recueillis et en tire les conclusions qui lui permettent de fixer la force, le dispositif ou les mouvements entrepris par l'ennemi. En cas d'incertitude ou de doute, il applique la règle des probabilités. L'ensemble de ces conclusions, des caractéristiques du terrain sur lequel il est appelé à opérer, et son propre dispositif sont les éléments qui lui servent à apprécier la situation ».

Ce qui est capital, dans cette méthode ainsi définie, c'est qu'elle ramène tout au chef qui doit agir de lui-même et ne pas se reposer, en ce qui concerne le renseignement et l'ennemi, sur l'activité ou les initiatives de son état-major. Clausewitz condamne avec vigueur cette réflexion en vase clos des différents services de l'état-major, ces « plans dressés par un docte état-major obéissant aux lois de la routine », ou encore « émanant du cerveau d'une douzaine de demi-savants ».

Car, c'est la scission entre l'activité des renseignements et celles des opérations qui est à l'origine des surprises stratégiques — ou tactiques — dont nous avons donné des exemples. Aujourd'hui encore, et en vertu d'une longue et néfaste tradition, l'interdépendance renseignements-opérations n'est pas toujours comprise avec un égal bonheur.

Le renseignement sait. Il fonctionne. Il alarme. Les opérations planifient, dirigent, commandent. Mais si le chef ne coordonne pas ces deux activités, le renseignement criera dans le désert et la manœuvre se déroulera à contretemps. Frédéric II et Napoléon l'avaient compris qui avaient cumulé la recherche du renseignement et la conduite des opérations. On ne peut guère trouver dans leurs campagnes d'exemples où ils furent surpris.

La fatalité n'existe pas. L'empereur disait d'elle qu'elle est l'excuse des incapables.

Lieutenant-colonel JEAN DELLA SANTA

